

J'ai voulu expliquer hier que la somme était très faible par rapport au montant global que débourse le gouvernement. J'ai également rappelé que le chiffre le plus élevé des économies que le gouvernement espérait réaliser et dont on m'ait fait part s'établissait à environ 80 millions de dollars, bien que je ne crois pas que l'on sache au juste combien épargnera précisément la trésorerie nationale. Cette somme équivaut en gros à l'argent que le gouvernement, en comptant les sociétés de la Couronne, consacre à la publicité, qui lui sert le plus souvent à se justifier. Il essaie d'influencer l'attitude des gens. Il ne s'agit pas d'informer le public, c'est-à-dire d'annoncer les programmes de façon à ce que les gens puissent en profiter. Le gouvernement fait de la publicité pour se justifier.

● (1600)

Si le gouvernement a vraiment l'intention de réduire certaines dépenses pour surveiller son déficit, il existe d'autres secteurs où ce serait plus efficace. Les contribuables auraient une meilleure attitude, car ils sauraient que le gouvernement dépense leurs deniers en faisant plus attention.

Le maximum que le gouvernement puisse économiser par le biais de ce projet de loi est de \$1 par tranche de \$1,000. Le minimum, c'est seulement \$1 par tranche de \$2,000. Il ne faut pas oublier que ce projet de loi s'en prend surtout aux personnes qui ont une petite ferme à la campagne, qui ont construit des maisons de poutres ou de torchis et qui ont du isoler ces maisons contre les rigueurs de l'hiver. Le gouvernement a malheureusement décidé de s'en prendre à ces personnes. Je préférerais de loin que le gouvernement se préoccupe de la productivité pour pouvoir payer des pensions plus fortes et offrir de meilleurs services sociaux aux citoyens. Il me semble que c'est la principale responsabilité du gouvernement.

Le gouvernement pourrait prendre bien des initiatives. Il faudrait songer d'abord à modifier le régime fiscal pour encourager les citoyens à être plus productifs au lieu de les punir et de les décourager d'améliorer notre productivité. Au lieu d'être incités à subvenir à leurs propres besoins, pendant leur retraite, les citoyens dépendent de plus en plus des programmes d'assistance sociale du gouvernement. Certaines des mesures fiscales actuelles punissent les personnes qui essaient de subvenir à leurs besoins pendant la retraite. Ainsi, d'après le budget du 12 novembre, le gouvernement projette de faire payer des impôts sur les régimes d'assurance-vie tous les trois ans, s'ils prennent de la valeur.

Ce projet de loi porte en fait sur l'inflation, monsieur le Président. Il n'existerait pas sans l'inflation. Quand on songe à l'importance du déficit du Canada, on se demande vraiment si quelqu'un a tenu la barre du navire de l'État depuis dix ou quinze ans. Nous en sommes maintenant au point où le quart des recettes fiscales sert à financer les dettes du gouvernement, et c'est autant d'argent d'enlevé aux programmes d'aide sociale dont nous parlons tous à la Chambre. Cet argent n'est pas disponible pour aider les citoyens âgés. Voilà le genre de chose qu'il nous faut examiner, et il me semble que si le gouvernement administrait mieux son programme de dépenses, la dette

gouvernementale ne serait pas aussi démesurée et nous n'enlèverions pas au secteur privé des économies qui, à mon avis, seraient investies plus judicieusement par les citoyens canadiens, ce qui permettrait d'améliorer la productivité du Canada et d'augmenter ainsi les richesses que nous pouvons distribuer parmi les Canadiens.

D'une part, le gouvernement affirme que le programme des six et cinq p. 100 fera baisser l'inflation, et d'autre part, il présente des mesures visant à forcer les Canadiens à subir certaines restrictions inhérentes à ce programme. Cela revient presque à admettre que le programme est voué à l'échec. Si nous étions certains que l'inflation baissera à 6, puis à 5 p. 100 d'ici deux ans, nous n'aurions pas besoin de mesures qui forcent les gens à se contenter de prestations gouvernementales réduites. Si l'inflation devait être inférieure à 6 p. 100 au cours de l'année à laquelle s'applique le bill C-131, la hausse de la pension de vieillesse serait égale à 6 p. 100. Ainsi donc, en présentant une mesure comme celle-là, le gouvernement reconnaît à plusieurs égards que la réussite du programme est douteuse. Si l'inflation baissait effectivement en deçà des seuils visés par le programme des six et cinq, nous n'aurions pas réellement besoin du bill C-131.

J'ai reçu, comme, je crois, tous les autres députés, un livre fort élégamment relié, avec des onglets en simili-cuir. Il a à peu près un pouce et demi ou deux pouces d'épaisseur; j'ignore combien cela fait en métrique, mais c'est un volume assez épais. On y fait l'apologie du programme des six et cinq p. 100. Je me demande combien a pu coûter ce volume, et je me demande également si le gouvernement n'aurait pas mieux fait de consacrer cet argent à d'autres projets, ou encore de ne pas le dépenser du tout. Si le gouvernement actuel était vraiment sérieux, il pourrait réduire ses dépenses dans certains secteurs de façon à ne pas pénaliser les citoyens visés par le bill C-131. Il me semble, monsieur le Président, que la théorie voulant que le gouvernement s'occupe de plus en plus de réglementer notre vie quotidienne et de nous dicter notre conduite est inefficace à plusieurs points de vue.

La Saskatchewan dont je suis originaire, est devenue une province en 1905 et il reste encore des Saskatchewanais qui ont connu cette époque. Ils seront touchés par ce projet de loi. J'en suis persuadé, car je connais certains d'entre eux. Il était alors, me semble-t-il, beaucoup plus facile de travailler, de se sacrifier, d'accomplir librement certaines choses et de profiter du fruit de ses efforts et de ses connaissances. Toutefois dans l'intervalle, les gouvernements se sont étendus au point que si on considère les trois paliers de gouvernement et les impôts qu'ils prélèvent des contribuables canadiens, on se rend compte que dans de nombreuses régions du pays, on travaille les six premiers mois de l'année pour un palier de gouvernement ou un autre. A mon avis, on dissuade ainsi le contribuable moyen de travailler; il sait que le gouvernement accaparera une proportion considérable de ce qu'il gagne pour le redistribuer par l'intermédiaire des divers programmes de l'État. Dans ces conditions nos concitoyens n'ont pas envie de produire. Cela étant, nous devons nous arrêter et examiner dans quelle voie nous nous dirigeons.